

RETOUR DE CHINE, NOTES SEMI-POLITIQUES

par Tony Andreani Professeur émérite de sciences politiques à l'université Paris VIII. Docteur en philosophie, ancien Directeur du Centre de philosophie politique, économique et sociale, Unité de recherche associée au CNRS, membre des Comités de direction ou d'orientation de plusieurs revues (Utopie critique, La Pensée, Actuel Marx, Variation), ainsi que de l'association Espaces Marx et de la Fondation Copernic.

Article paru dans *La Pensée*, n° 341, janvier-mars 2005.

Ces notes de voyage n'ont d'autre but que de susciter la curiosité et l'intérêt pour la Chine d'aujourd'hui. Elles n'ont rien de scientifique : je ne suis ni un expert, ni un sinologue, ni un journaliste bien informé. Je n'ai pas parcouru la Chine dans tous les sens (un pays grand comme l'Europe), et je ne parle ni ne lis le chinois. J'ignore des pans entiers de la société et des institutions chinoises. Aussi dois-je prévenir le lecteur : quand j'emploierai des tournures générales, c'est par facilité d'écriture. D'autres voyages, d'autres rencontres me feraient peut-être voir les choses autrement. Si je m'autorise quand même à livrer quelques impressions, c'est que j'ai tenté d'avoir un regard politique.

Qu'y aurait-il donc de socialiste en Chine - puisque telle reste la doctrine officielle, qui parle d'un stade primaire du socialisme, appelé à durer peut-être un siècle ? Qu'est ce que ce régime social et politique qui s'est énormément éloigné du système soviétique (ou plutôt de sa version chinoise, qui fut toujours assez différente), et qui n'est pas présenté pour autant comme une transition au capitalisme, mais comme une voie chinoise vers le communisme...dans un avenir indéterminé ? Simple maquillage idéologique, pour permettre à une nouvelle bourgeoisie de parti de couvrir ses ambitions du drapeau rouge, comme ce fut le cas pour une grande partie de la nomenklatura soviétique ? Pause dans le style de la Nouvelle Politique Economique des années 20 en URSS ? On bien encore tentative très expérimentale pour sortir du "socialisme du pauvre", du sous-développement, et inventer des formes originales de transition socialiste ? Telles sont les questions que j'avais en tête, et qui m'ont fait interpréter ce que j'ai vu et entendu autrement qu'un touriste, qu'un journaliste pressé, ou qu'un conseiller d'ambassade. Je dis tout de suite que je n'ai aucune réponse assurée à ces questions, mais juste quelques indices de valeur incertaine, à la manière d'un détective.

Comme ces lignes ne sont ni un essai théorique, ni un travail de fond sur la réalité chinoise, je les ai présentées sous la forme d'une index des notions : des notations éparses, assorties de quelques informations obtenues lors de mes entretiens (surtout avec des chercheurs, des universitaires, des étudiants, dont certains m'ont très aimablement servi d'interprètes, l'échange passant souvent par l'intermédiaire de la langue anglaise), et complétées par diverses lectures, bien que l'obstacle linguistique m'ait empêché malheureusement d'avoir accès à des sources en langue chinoise.

Architecture

Les villes chinoises (une ville moyenne dépasse fréquemment les trois millions d'habitants) ressemblent aux grandes métropoles asiatiques, mais avec deux traits qui m'ont frappé : un modernisme plus poussé, qui vient de ce que beaucoup de quartiers sont tout récents, et une forte présence des bâtiments publics. Nous ne sommes ni à Singapour ni à Tokyo.

Je ne comprends pas bien l'engouement pour les gratte ciels (il s'en achève un par jour à Shanghai). Problème d'espace sans doute, mais aussi compétition dans le gigantesque, chaque grande entreprise, chaque institution voulant montrer qu'elle est à la pointe du progrès. Ceci dit, certains de

ces gratte ciels (souvent surmontés d'une sorte de "chapeau chinois") sont, par la beauté de leurs formes, quasiment des ?uvres d'art. Les constructeurs ont fait souvent appel aux meilleurs architectes internationaux (ainsi pour le nouvel Opéra de Pékin, sorte de soucoupe volante posée sur un lac), mais il y a des pléiades de jeunes architectes chinois manifestement talentueux.

Les immeubles d'habitation poussent partout, souvent dans le désordre, parfois sous la forme de quartiers entiers (on aperçoit ainsi du haut des périphériques de Shanghai de grands ensembles de maisons, d'un style assez orné). Ces immeubles n'ont plus rien des barres de l'époque antérieure. Ils sont cossus, avec presque toujours de petits balcons ou vérandas. Les appartements, assez chers, ne sont accessibles qu'à la nouvelle "classe moyenne". Voilà qui est bien loin du socialisme : dans les vieux quartiers le petit peuple se contente de masures ou des logements collectifs d'autrefois, en attendant leur destruction, et son relogement se fera à la périphérie. C'est cette disparité dans l'habitat urbain qui m'a le plus signifié la montée des inégalités (en revanche je n'ai vu nulle part de bidonvilles). Ce qui est fort peu socialiste aussi, c'est le rétrécissement des espaces publics, qui donnaient un visage communautaire tant à la Chine traditionnelle qu'à la Chine maoïste. A ce rythme tout le charme des villes chinoises (les lacs, les promenades, les ruelles) ne résidera bientôt, faute de véritable urbanisme, que dans les vestiges du passé.

La fièvre immobilière n'est pas nécessairement le fait de promoteurs privés (il y en a, et ils se sont énormément enrichis). Ce sont souvent les grandes entreprises d'Etat, ou les autorités municipales, qui construisent (avec généralement, semble-t-il, des capitaux mixtes, en ce domaine comme en bien d'autres), et ce sont souvent de grandes entreprises publiques qui bâtissent non seulement les infrastructures, mais les immeubles de toutes sortes. On parle de spéculation immobilière. La spéculation sur les terrains a effectivement fleuri au cours des années 90 surtout dans les villes côtières, avec l'aide des banques, mais les autorités y ont mis un coup d'arrêt. En revanche les phénomènes de corruption et les abus restent nombreux, tant à l'égard de paysans ou de citoyens expropriés qu'à celui des nouveaux propriétaires (les promoteurs ne tenant pas leurs promesses, des associations de propriétaires ont manifesté au point, selon les autorités, de troubler l'ordre public). L'Etat de droit n'est pas encore vraiment passé par là.

Banques

Ce qui frappe le promeneur, c'est le luxe des banques : à elles les plus beaux immeubles ou gratte ciels, parfois de véritables palais. Situation d'autant plus étrange que les quatre grandes banques d'Etat chinoises, qui dominent de haut tout le paysage bancaire, sont tellement plombées par les créances douteuses (venant pour l'essentiel des masses de crédit qu'elles ont été contraintes d'accorder, et à très bon marché, aux entreprises d'Etat mal en point), qu'elles représentent, de l'avis général, le point faible du "miracle chinois" et le plus grand risque qui pèse sur lui. Tout cela est si important que j'ajouterai quelques brefs commentaires.

La maîtrise publique du système de crédit est indiscutablement l'un des traits les plus importants de "l'économie socialiste de marché". Or elle semble reculer. La première raison est que l'entrée dans l'OMC conduit, à terme, à l'ouverture à la concurrence étrangère des services bancaires. Il est pourtant clair que le gouvernement chinois a mesuré les risques. Il entend renforcer la solidité de ce grand pôle public pour faire face dans les meilleures conditions à l'arrivée de la concurrence. De fait il faudra aux banques étrangères des moyens si colossaux qu'elles seront pour la plupart dissuadées d'entrer dans le jeu (elles se cantonneront dans quelques créneaux). La seconde raison est plus grave : l'Etat n'a plus les moyens de recapitaliser, comme il l'a déjà fait massivement et comme il vient encore de le faire, ces banques à la hauteur voulue. C'est sans doute la raison - et non un parti pris idéologique - qui vient de le conduire à annoncer une ouverture de leur capital, comme il le fait pour un grand nombre d'entreprises publiques. Mais ici la question est cruciale, car c'est une logique de type capitaliste qui risque d'y prévaloir. En même temps que se joue le passage d'une économie d'endettement à une économie de marchés financiers. J'en reparlerai plus loin. Pour en revenir à la somptuosité des établissements bancaires, j'ai posé la question. On m'a répondu que chacun voulait attirer le maximum d'épargne, le luxe étant une manière d'inspirer confiance, mais que leurs dirigeants en faisaient aussi une affaire de prestige politique.

Communisme

Je n'ai pas connaissance de recherches théoriques approfondies sur le communisme (et n'ai eu aucun retour des réflexions que j'avais présentées sur le sujet lors d'un symposium). En fait l'esprit semble plus que jamais au pragmatisme. Mais la référence au communisme n'est pas devenue pour autant purement symbolique. J'ai visité un "village communiste", à quelques dizaines de km de Pékin. C'est un haut lieu de la propagande, qui reçoit des visiteurs venant de toute la Chine. A en croire le discours officiel, ce village est l'œuvre des paysans eux-mêmes, qui seraient passés en vingt ans, par leurs propres efforts, d'un village misérable à un haut niveau de civilisation : propriété indivise, cultures hors sol pilotées par ordinateur dans d'immenses serres (technologie importée des Etats-Unis), villas de luxe mises à disposition des familles paysannes et réparties en quartiers dans différentes styles (des variantes européennes au moderne chinois), superbes édifices collectifs (lycée, centre culturel etc.), lac de plaisance. Les familles, dont certaines accueillent le visiteur pour un repas, semblent un peu décalées (on sent que le paysan traditionnel n'a pas dépouillé ses oripeaux), mais très satisfaites de leur sort. En réponse à mes doutes, on m'a répondu que l'Etat n'avait pas du tout aidé ces paysans par des subventions, qu'il avait vraiment déployé leurs propres efforts, sous l'impulsion de dirigeants animés par l'esprit d'entreprise (j'ai vu de fait, dans le village en question, une petite usine de fabrication de radiateurs très design, outre une entreprise de construction très performante, qui intervient sur les chantiers de Pékin). Certains de ces dirigeants sont animés par un idéal communautaire, d'autres plus soucieux de leurs intérêts et de ceux de leur famille, ce qui laisse l'avenir incertain.

Quoiqu'il en soit, ces villages "maoïstes" (il y en aurait une dizaine dans toute la Chine) sont mis en exergue par les autorités. Et c'est ainsi un mode de vie de l'avenir qui est désigné (un mode de vie mi-collectiviste, mi-individualiste). Quelque chose que l'on ne voit nulle part ailleurs dans le monde.

Corruption

Quand j'ai interviewé des groupes d'étudiants (dans un contexte, semble-t-il, totalement libre : des réponses sans détours et sans crainte de l'enregistrement) et que je leur ai posé, entre autres, la question : "quels sont les principaux problèmes aujourd'hui en Chine ?", la réponse a été unanime : 1° la corruption 2° les inégalités. Un reporter pressé en tirera la conclusion que la Chine est le pays le plus corrompu du monde. J'aurais plutôt tendance à penser que la corruption est liée à toute cette période de transition où, la propriété privée étant encore mal définie et les règles de droit mal fixées, tout dépendait du bon vouloir d'une administration, qui se laissait évidemment d'autant plus facilement corrompre que son niveau de vie était faible et qu'elle voyait d'autres secteurs de la population s'enrichir à vive allure. De temps en temps le parti communiste lance une grande campagne contre la corruption, donne des instructions aux tribunaux, et ceux-ci font des exemples (qui vont jusqu'à la peine de mort, j'y reviendrai). Il est bien évident que ces coups de boutoir ne font pas disparaître les causes, et que les chiffres restent alarmants. Mais la mise en place d'un Etat de droit progresse vite, et la corruption devrait reculer. Ceci dit, je crois que les Chinois sont particulièrement sensibles à ce phénomène, qu'ils ont ainsi tendance à majorer : c'est à la fois dans leur tradition (le confucianisme est intransigeant et le "juge intègre" est une figure légendaire des époques impériales) et dans leur héritage maoïste. La corruption est la plus forte sans doute dans les campagnes, où les petits potentats locaux, à la faveur de la réforme et du relâchement idéologique, ne se gênent pas pour pressurer les paysans de toutes les manières, par exemple en imposant des taxes diverses et variées. On dit qu'il ne se passe pas de jour dans les campagnes où les paysans ne protestent ou ne pétitionnent auprès des autorités supérieures (comme ils le faisaient autrefois par des suppliques à l'Empereur) contre les abus, et que ces dernières prennent des mesures (dont l'instauration d'élections avec candidats indépendants). Mais le centre du pouvoir est-il irréprochable ? Sans doute point, puisque la chronique est pleine d'histoires de favoritisme et de népotisme (lui-même très lié à la tradition familiale), mais jusqu'où va la corruption au sommet ? Je suis évidemment incapable de le dire, mais je constate que les tests de moralité pour l'entrée dans le parti sont sévères et que les plus hautes autorités font de la lutte contre la corruption un objectif majeur. Nous ne sommes pas en Occident...

Courtoisie

Une ville comme Pékin est un mouvement brownien de voitures et de vélos. Je n'ai pas constaté une seule fois d'altercation liée à cette circulation, seul un léger signe de réprobation venant sanctionner une queue de poisson. J'ai été très impressionné par le caractère pacifique des rapports quotidiens,

qui ne sont pas marqués, malgré l'agitation, par cette indifférence et cette agressivité latente que l'on ressent dans nos villes (beaucoup moins dans nos campagnes).

La courtoisie à l'égard de l'invité étranger dans les centres de recherche et universités m'a séduit (discours de bienvenue, applaudissements, prévenances diverses), tant cela est passé de mode dans notre pays, où on a l'impression de voir partout des tireurs embusqués. J'ai mis du temps à comprendre qu'elle n'était pas feinte, mais enracinée dans les mœurs. Un Chinois ne vous dira jamais non, parce qu'il ne voudra pas vous faire perdre la face. Il se montrera seulement évasif, ce que nous aurions tort d'interpréter comme de la duplicité. Réciproquement il attend de vous que vous le traitiez avec égards. La coutume des cadeaux est là pour entretenir les bonnes relations, pour témoigner son amitié (toujours de façon discrète, et jamais ostentatoire). Je ne parle pas ici de ce style de relations humaines pour apporter une note de pittoresque ou d'exotisme, mais parce que je suis de plus en plus persuadé que le socialisme, s'il doit exister un jour, saura prendre dans les traditions ce qu'il s'y trouvait de plus digne, de plus chaleureux, de plus respectueux (et qui contraste tant avec ce perpétuel affrontement des droits à quoi se ramène de plus en plus la vie quotidienne en Occident).

Et le mandarinat ? Sur ce sujet aussi je vois les choses de manière un peu différente de celle dont je les voyais en 1968. Les professeurs et chercheurs qui m'ont invité avaient des "assistants", et ce sont eux qui étaient à la tâche pour nous guider, faciliter nos démarches, porter nos valises (malgré nos protestations). Et pourtant, dans tous les cas que j'ai observés, ces assistants étaient traités de manière remarquablement égalitaire : pas de regards condescendants, pas de paroles coupées, repas pris en commun, et même franche convivialité. Il faut dire qu'ils étaient à peu près assurés de prendre du grade et que le système à l'ancienneté reste prévalent en Chine, dans le Parti (où l'on parle officiellement de "générations de dirigeants") comme ailleurs (au moins dans les institutions de type administratif). On respecte les aînés, on cherche à apprendre d'eux, on travaille fort pour faire ses preuves. Pour moi le contraste était frappant avec nos milieux intellectuels, où la tendance est plutôt aux jeunes loups qui n'ont de cesse de dévorer les anciens et qui se livrent à la compétition la plus féroce ou la plus sournoise possible. Je n'irai évidemment pas jusqu'à dire que les rivalités et les coups fourrés n'existent pas parmi les élites chinoises, mais j'ai l'impression que des règles tacites, qui doivent remonter à l'époque impériale, viennent sérieusement les brider.

Démocratie

C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles les Chinois ne comprennent pas pourquoi ils devraient copier la démocratie à l'occidentale, une démocratie où tous les coups (ou presque) sont permis, où les promesses sont assez vagues pour ne pas engager ou bien ne sont pas tenues, où les changements de majorité représentent plus des alternances que des alternatives. C'est du moins ce qui ressort de mes entretiens. Ils ne comprennent pas pourquoi l'élaboration des grandes options politiques ne pourrait s'effectuer au sein du parti dominant (il en existe d'autres, mais ce sont des satellites), à partir du moment où tout un chacun peut y accéder, l'origine de classe n'étant plus depuis longtemps un critère, et même l'appartenance de classe n'étant plus, depuis le 16^e Congrès, rédhibitoire. Il faut simplement avoir fait ses preuves, si possible posséder un bon niveau d'instruction, et répondre à certains critères de moralité.

C'est ce que, dans nos médias et bien au-delà, on appelle un régime "autoritaire" (on n'ose plus trop dire "dictatorial"). Je confesse, quant à moi, que je suis d'autant plus sensible aux arguments de mes interlocuteurs que nos systèmes démocratiques me semblent, au niveau proprement politique, de plus en plus tenir du simulacre. Au fond je reste convaincu de la supériorité d'un système multi-partis, mais seulement si la politique était réhabilitée (et donc les institutions très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui), et je l'ai dit. Mais il y a une autre raison en faveur de la prééminence du parti communiste chinois (60 millions d'adhérents), et elle tient à la nature de la transition en cours. Cette passe est si dangereuse, tant sur le plan interne que sur le plan international, qu'il est souhaitable qu'une puissante organisation politique reste en place pour la maîtriser. Les Chinois ont été instruits par la libéralisation gorbatchévienne et par la confiscation de la toute neuve démocratie par une poignée de leaders démagogues qui ont, en un rien de temps, détruit l'URSS et mis le pays en coupe réglée, l'entraînant, à travers les privatisations (le plus grand hold up de tous les temps) dans le désastre que l'on sait. Nous avons beaucoup discuté sur le cas russe, au sujet duquel on m'avait demandé une conférence. Et je dois dire que je ne peux que comprendre les craintes que leur inspire cette leçon négative - ce qui a joué aussi lors des manifestations de Tian An Men (cf plus loin). Ceci dit, j'ai

beaucoup insisté sur la nécessité de laisser se développer les libertés au sein de la société civile, et notamment d'autoriser le pluralisme syndical, pour que cette société ne reste pas inerte ou désarmée si le pire venait à se produire. Si, sur ce dernier point je n'ai pas été entendu, les chercheurs en sciences politiques sont bien conscients que le parti a une tendance naturelle à monopoliser les pouvoirs et qu'il faut donc favoriser le développement de contre-pouvoirs.

De fait ceux-ci commencent à apparaître : les assemblées populaires ne sont plus, me dit-on, des chambres d'enregistrement, le Parti est en voie de séparation de l'Etat (ce qui, concrètement, signifie notamment que les postes d'administration sont ouverts aux non-membres et que de toute façon les compétences passent au premier plan), les élections locales, dans les villages et dans les districts, n'excluent plus les candidats indépendants (il est vrai présélectionnés), qui parfois l'emportent sur ceux présentés par le parti, d'innombrables voix dans les institutions publiques ou dans les associations autorisées ne ménagent pas leurs critiques sans être sujettes à des poursuites.

Je reviendrai plus loin sur la liberté d'expression, mais je voudrais noter ici encore un point. Dans tous les textes revient comme une obsession la nécessité de préserver la "stabilité" sociale et politique. Lu avec nos lunettes, ce type de discours est caractéristique d'une pensée conservatrice, pour ne pas dire réactionnaire. J'ai mis un peu de temps à comprendre que cela avait un sens particulier en Chine, c'est-à-dire dans un pays dont toute l'histoire ancienne est faite d'invasions, de dramatiques changements de dynastie, de très violentes révoltes populaires créant un état d'anarchie, et dont l'histoire contemporaine a connu la dislocation de la nation par l'intervention étrangère, la sanglante invasion japonaise, les soubresauts du régime communiste et plusieurs conflits armés avec d'autres pays. En outre, dans toute la pensée chinoise, stabilité signifie non stagnation, mais recherche d'un équilibre (cf plus loin). Si bien que le quart de siècle qui a suivi la fin de la révolution culturelle apparaît comme un oasis de paix et de prospérité, qu'il faut préserver à tout prix, même si l'unité nationale est un fait acquis.

Enseignement

Ayant peu posé de questions sur le sujet, je me contenterai de quelques notations d'ambiance. De l'appartement où je résidais, je pouvois voir un collège, un collège comme les autres, et j'avais l'impression de retrouver l'école communale de mon enfance, quand nous mettions encore des tabliers. Jeunes gens et jeunes filles étaient en uniforme et leur comportement, quoique animé, ne ressemblait guère à ce carnaval agité que l'on peut observer à la sortie de nos lycées parisiens. En les observant ensuite à travers les baies de l'établissement, je les trouvais incroyablement appliqués. Même observation dans une université, où je me suis ouvert auprès des enseignants de la passivité de ces étudiants notant consciencieusement les cours et sans broncher. Ils m'ont dit le regretter et souhaiter que cela change.

Les universités où je suis allé, dont une très ancienne, avaient des bâtiments flamboyants neufs, avec des campus très paysagers. En comparaison nos universités apparaissent vieillottes ou semblent en toc. A midi pile (dans une université) les cours s'arrêtent et les hauts parleurs diffusent une musique du genre disco, les étudiants s'égaillent ou vont faire du sport dans de belles installations sportives. On est décidément loin du Tiers Monde.

Il y a des acquis indiscutables : la population est presque entièrement scolarisée et les neuf années d'enseignement obligatoires deviennent une réalité. Et il y a le revers : les études, du préparatoire à l'Université, sont payantes, ce qui est évidemment un recul par rapport à l'époque antérieure (il y a aussi des écoles privées). La réponse à ma question fut que l'Etat (ou les collectivités locales) était devenu trop pauvre pour financer l'enseignement à 100%. C'est vrai : la Chine est l'un des pays où le prélèvement fiscal est le plus bas, depuis que l'Etat ne pompe plus les profits des entreprises pour les redistribuer à sa guise. La gratuité sera pour demain...En attendant les inégalités en sont renforcées.

Ecologie

Les préoccupations écologiques sont omniprésentes dans le discours officiel, et encore tout récemment dans le discours du premier ministre. La vigilance en matière d'environnement fait partie du système de notation des cadres. La presse s'est fait l'écho d'un rapport de l'Académie des sciences sociales recalculant le taux moyen de croissance pour la période 1985-2000 de 8,7% à 6,5%

du fait de la prise en compte des "coûts sociaux et environnementaux", et il serait question de calculer un nouvel indice statistique, un "taux de croissance vert", pour orienter l'action publique.

Il semble bien que les objectifs écologiques aient pris corps dans les politiques effectives. Par exemple la consommation d'énergie a été réduite de 37% par unité de PIB depuis 1990.

Entreprises publiques

J'ai concentré mes questions sur les entreprises d'Etat, car je voulais savoir comment les autorités chinoises pensaient résoudre les trois problèmes qui ont obéré le système public français (et servi de prétextes à la privatisation) : le problème des orientations et des contrôles de ces entreprises par le gouvernement (et par le Parlement, faudrait-il ajouter) ; le problème de leur autonomie de gestion, de manière qu'elle soit réelle sans pour autant laisser la bride sur le cou à la direction et à la technocratie d'entreprise ; le problème de la participation des salariés aux décisions dans un cadre qui n'est pas autogestionnaire. En quelque sorte la quadrature du cercle. Je ne peux ici exploiter toutes les réponses, car la situation est très complexe, du fait que les vagues de réforme commencent toujours par une expérimentation dans une partie de ce secteur public et que par suite il y a plusieurs cas de figure.

J'irai à l'essentiel. Je soulignerai d'abord l'importance de ce secteur : un tiers environ de la production (hors agriculture), à comparer avec un quart pour le secteur privé (le reste relevant du "secteur collectif"). Il est dominant dans toutes les branches maîtresses de l'économie. Il faut y distinguer les services publics et le secteur "concurrentiel". Dans le cas des services publics (par exemple les chemins de fer, les télécommunications) l'Etat reste propriétaire à 100% et ne laisse que très peu de place au privé. Le contrôle est effectué par la Commission de développement économique, qui définit les politiques industrielles. Dans le cas du secteur "concurrentiel" (à noter cependant que dans les services publics même on a parfois divisé les entreprises d'Etat en entreprises plus petites, plus faciles à gérer et relativement en concurrence les unes avec les autres) la tendance générale est à l'ouverture minoritaire du capital. Mais l'Etat cherche à garder la main. Voici le cas d'une entreprise cotée. Elle est dirigée par un Conseil d'administration qui comporte 10 membres proposés par l'Etat à l'Assemblée générale des travailleurs, deux représentants des salariés désignés directement par cette Assemblée générale et 2 membres "indépendants" invités par elle. Quant aux autres actionnaires, publics ou privés, ils se contentent, semble-t-il, de percevoir des dividendes. Mais le principe général n'est pas la rentabilité maximale du capital : le but est de conserver ou de relever la valeur des avoirs de l'Etat. Je ne voudrais pas tirer des conclusions de cet exemple, mais il est évident que nous aurions tout intérêt à examiner de près le fonctionnement des entreprises publiques. Le résultat général n'est pas miraculeux, mais la plupart de ces entreprises semblent bien être redevenues bénéficiaires. Plus important encore : l'existence de directives officielles très fermes pour promouvoir la démocratie d'entreprise (cf, dans ce même dossier, l'article de David Schweickart).

Pour être tant soit peu complet, il faudrait évoquer le vaste "secteur collectif", qui comprend des formes très diverses de propriété (des coopératives, des entreprises au capital indivis, des sortes de sociétés d'économie mixte) et qui a fait preuve d'un étonnant dynamisme. Cette expérimentation foisonnante, qui a ses revers (népotisme, corruption), est peut-être la plus novatrice, mais la situation est ici encore plus complexe et évolutive, et mes informations bien limitées.

Inégalités

Tous les chercheurs et toutes les statistiques le disent : les inégalités n'ont cessé de se creuser en Chine, entre les villes et les campagnes, entre les zones côtières et l'intérieur, entre les niveaux de salaire, et même entre les fortunes (il y a des milliardaires dans le secteur privé, même si l'on est très loin du nombre et de la richesse des oligarques russes ou des magnats occidentaux). A l' ?il nu, on ne les voit guère dans les centres urbains (ou peut-être faut-il aller dans des endroits selectifs que je n'ai pas fréquentés). Les gens que l'on peut croiser sont vêtus à peu près de la même façon, et ne ressemblent pas à cette bourgeoisie dorée que l'on peut rencontrer dans des pays sous-développés ou moyennement développés, dans les avenues de Rio par exemple. Il n'empêche : ce phénomène est grave pour un pays qui se dit socialiste, et tout le monde le reconnaît.

A l'origine il s'agissait de sortir d'une société égalitariste, où chacun, qu'il travaillât bien ou mal, peu ou beaucoup, de manière routinière ou innovante, était assuré de "manger à la grande marmite". Tel était le sens, nous dit-on, du fameux mot d'ordre de Deng Xiaoping "Enrichissez-vous" (alors que, pour nous, il rappellerait le funeste Guizot). En fait on est très loin de cette réinterprétation du principe "à chacun selon son travail", surtout quand aux revenus du travail viennent s'ajouter ceux de la propriété. Et les inégalités sont particulièrement insupportables s'agissant des travailleurs de certaines entreprises privées ou des migrants qui viennent s'embaucher sur les chantiers de construction (même s'ils gagnent beaucoup plus qu'à la campagne), d'autant plus que le droit du travail souvent n'est pas appliqué et que le système d'assurances sociales n'en est qu'à ses débuts. D'après certaines enquêtes (chinoises) les ouvriers de la région de Canton (en majorité des migrants) ne gagneraient pas plus qu'en 1993 et leur niveau de vie aurait baissé.

J'ai voulu savoir pourquoi l'Etat tolérait l'existence de *sweat shops* et de travailleurs quasi clandestins. La réponse peut paraître cynique : on le sait bien, mais, comme il faut à tout prix développer les forces productives, et absorber le sous-emploi, l'Etat ferme provisoirement les yeux. Les critiques sont pourtant vives, et il semble bien que la nouvelle direction chinoise ait décidé de redresser la barre (cf plus loin). Il ne faut pas oublier également que dans les entreprises d'Etat (ou dépendant de collectivités locales), si les échelles salariales ont disparu, les inégalités sont beaucoup moins fortes (l'ancienne culture égalitariste reste vivace). Entre un ouvrier et le plus haut dirigeant, l'échelle ne dépasse pas un à dix. Ce qui pose d'ailleurs un problème : des ingénieurs les quittent pour gagner plus dans le privé (ce n'est plus une fierté d'appartenir à un organisme d'Etat).

Investissements étrangers

A en croire maint article de la presse, les multinationales, accueillies à bras ouverts, colonisent la Chine et en font "l'atelier du monde". La réalité est très différente.

En parcourant les artères d'une ville, on ne les voit guère, ces multinationales. Et pour cause : les investissements étrangers se font généralement sous forme de participations à des entreprises chinoises, le plus souvent à moins de 50%, ou de partenariats (par exemple celui de Thomson et de TCL au sein d'une filiale commune pour la fabrication de téléviseurs). Les "ateliers" sont le plus souvent des entreprises chinoises (des sous-traitants). Rares sont les grandes firmes occidentales entièrement propriétaires de leurs capitaux, comme Carrefour. J'ai été surpris de ne voir, dans les supérettes chinoises, que peu de produits étrangers, même en les examinant attentivement. J'avais été interloqué, par exemple, d'y trouver des bouteilles d'Evian, me disant qu'il ne devait pas être bien difficile de produire une eau minérale en Chine, plutôt que de la faire venir des Alpes. Mais je viens d'apprendre que l'eau minérale Wahaha l'a détrônée (détenue également par Danone, mais à 50%). Quant à l'envahissement de la Chine par l'Occident, il est limité. Les deux tiers des investissements étrangers viennent des pays asiatiques, du Japon (on voit d'assez nombreuses enseignes japonaises), et surtout de Hong Kong (10% seulement des investissements sont états-uniens et 7% européens).

La Chine a, c'est vrai, tout fait pour attirer les investissements étrangers (incitations fiscales et tarifaires), afin d'obtenir capitaux et technologies, de dynamiser l'économie et de stimuler les entreprises locales. Mais il faut ajouter que ces investissements sont presque exclusivement des investissements directs et non spéculatifs (la Chine n'emprunte pas à l'étranger, c'est au contraire elle qui prête) - raison pour laquelle elle a échappé à la crise asiatique -, et que l'Etat garde la haute main sur les secteurs clefs de l'économie.

Liberté d'expression et autres libertés civiques

Pour autant qu'on puisse en juger, on peut dire pratiquement tout ce que l'on veut en Chine. Dans mes rencontres avec des chercheurs chinois, la liberté de parole paraissait entière, et les discussions entre eux, à propos des questions que je posais, était très vive - on était pourtant dans un haut lieu du Parti. Personne manifestement ne redoutait quelque micro dissimulé, ni quelque rapporteur de service. Et j'ai pu tout enregistrer sans la moindre réticence. Par exemple l'un des chercheurs ne s'est pas caché pour dire tout le mal qu'il pensait des managers et des pressions qu'ils pouvaient exercer en faveur des privatisations.

En revanche les écrits sont surveillés. Non que la critique soit interdite, du moins dans les canaux autorisés. J'ai eu des échos de maint article dénonciateur, et le pouvoir laisse faire, parce que cela lui permet de prendre la température de "la société civile" et d'obtenir des informations qui ne remonteraient pas autrement. Mais il dispose de bien des moyens pour limiter ou bloquer la diffusion. Dans le domaine de l'édition par exemple, il existe un grand nombre d'éditeurs "indépendants" des maisons publiques, mais ils doivent passer par elles pour obtenir un droit d'éditer pour chaque titre, et le prix de ce droit (variable) peut être dissuasif. Quant à la distribution elle passe par le seul réseau d'Etat. Je dois dire que je ne suis pas hostile par principe à un système de restriction à la diffusion, pour limiter la mise sur le marché des camelotes les plus frelatées (même chez nous sont interdits à la vente les livres qui incitent à la haine raciale ou à la pédophilie, par exemple), mais les critères devraient être publics et des plus stricts. Or en Chine il y a deux lignes jaunes politiques à ne pas franchir : la propagande pour un parti non autorisé et celle pour un syndicat libre, et leur franchissement peut entraîner des sanctions. S'il peut y avoir des justifications (provisoires) dans le premier cas (cf plus haut), je n'en vois pas dans le second.

On ne peut pas dire que le droit de grève et de manifestation n'existe pas. Les mouvements sociaux sont très nombreux (venant notamment de la part d'ouvriers licenciés et ne recevant pas leurs indemnités ou leurs retraites), sans être en général réprimés, mais leurs leaders sont parfois poursuivis, en tout arbitraire. La Chine a encore du chemin à faire pour assurer les droits démocratiques élémentaires (si elle a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - avec des réserves sur la liberté syndicale -, elle l'a pas encore fait pour les principales conventions de l'OIT).

Marchés financiers

Ce fut l'un des mes principaux chevaux de bataille. Dans mes conférences et lors des mes entretiens, je n'ai cessé de dénoncer les marchés financiers : injustes (tout le pouvoir aux actionnaires), incompetents (du fait d'une approche purement financière), corrompus (tout est bon pour faire de la "valeur actionnariale"), coûteux (bien plus que la finance dite "intermédiée"), instables (emballements mimétiques). En tout état de cause les marchés financiers sont, disais-je, antinomiques avec une perspective socialiste. J'ai rencontré des échos, pendant que tel économiste vantait au contraire l'objectivité de ces marchés (par opposition aux influences et pressions administratives). Manifestement la question fait débat.

Sur ce problème crucial (une véritable croisée des chemins), je résume mes propres conclusions : 1° le choix serait pragmatique : l'Etat n'a pas les moyens de recapitaliser ses entreprises (idem pour les entreprises dépendant des collectivités locales), parce que trop sont encore incapables de dégager des bénéfices (et donc des dividendes et impôts à répartir) et parce que le prélèvement fiscal est à un taux très bas (à noter qu'il n'existe pas d'impôt foncier, pas de droits de succession, et que seules les grandes entreprises facturent pour le moment une TVA) 2° le jugement des marchés permet quand même une évaluation externe, là où l'audit public demeure insuffisant (cf plus haut) 3° l'autre solution, le financement par le crédit, est périlleuse d'une part parce que les banques d'Etat ont trop de créances douteuses, d'autre part parce qu'elles n'ont pas une bonne culture des relations avec les entreprises et de l'évaluation des risques 4° les marchés financiers, quoique importants, sont étroitement contrôlés. Instruits par les expériences étrangères, les Chinois restent très prudents.

Je ne cache pas, cependant, que là est ma principale préoccupation. Au train où vont la libéralisation (conséquence en partie des conditions consenties pour l'entrée dans l'OMC) et le développement des marchés financiers, je redoute que leur dynamique ne soit la plus forte, que l'Etat ne perde de plus en plus la main, et qu'il ne soit alors extrêmement difficile, même si l'on prend pleinement conscience du péril qu'ils représentent pour l'économie et la société, de rebrousser chemin pour emprunter une autre voie, vu les forces et les intérêts qu'ils vont mettre en branle.

Mode de pensée

J'ai mis du temps à comprendre (pour autant que j'aie bien compris) quelques traits de la pensée chinoise que j'avais observés lors des échanges ou à la lecture des écrits.

Le style est toujours très didactique (exposés par énumération de points, sans structure déductive), ex cathedra (on lit sa communication, on n'improvise jamais), assez stéréotypé (ce qui donne une impression lassante de langue de bois). Or j'ai le sentiment que cela tient, au moins en partie, à toute une tradition intellectuelle : la pensée chinoise est classificatoire (des préceptes confucéens aux "trois principes", "quatre modernisations" etc, du discours politique actuel), et c'est l'ordre d'exposition qui fait la logique. Les métaphores (par exemple "le bol de riz en fer") et les expressions proverbiales (par exemple "danser avec les loups" quand on évoque la mondialisation) jouent un rôle bien plus important que dans notre discours : elles servent à condenser la pensée. Les Chinois qui parlent notre langue comprennent toutes nos subtilités, mais les retraduisent d'une façon qui nous déroute. Enfin et surtout il me semble que les Chinois accordent au texte un crédit bien supérieur à celui que nous leur conférons (quand nous n'y voyons pas, avec la pragmatique, seulement des jeux de langage) : pour eux il doit dire le réel, tout comme les caractères chinois sont un relevé de l'essence des choses.

Ce qui m'intéresse aujourd'hui au plus haut point dans la pensée traditionnelle chinoise (mais dont on peut aussi relever la présence dans les textes de Mao), c'est une certaine conception de la dialectique bien différente de la nôtre : les opposés (notamment le yin et le yang, le Ciel et la Terre etc.) ne donnent lieu à aucune négation, aucune synthèse, aucun dépassement, mais sont inscrits dans la nature du réel de telle sorte que la politique se définit comme la recherche d'un équilibre dynamique entre eux (deux termes à bien peser). Nous sommes loin d'une vision de l'homme maître et possesseur de la nature (humaine y compris). Nous sommes loin aussi des utopies, qui effacent les contradictions.

Parti communiste

De mes entretiens, certes très limités quantitativement et sociologiquement, j'ai retiré l'impression que le parti communiste, en dépit des chocs liés à la "modernisation" et des angoisses et des drames qu'ils génèrent, jouit toujours d'une forte légitimité. On lui est redevable d'abord d'avoir restauré la nation, assuré son indépendance et d'avoir fait de la Chine une grande puissance, après un quart de siècle de forte croissance économique ininterrompue. J'ai été frappé, à ce propos, de la très grande confiance que les Chinois ont en eux-mêmes, malgré leur ouverture à un monde de plus en plus chaotique et dangereux, et malgré les menaces d'encerclement que les Etats-Unis font peser sur eux.

En fait j'avais un peu le sentiment de me retrouver dans les années 50-60 en France, quand les travailleurs ont trimé dur (dans les conditions tayloriennes de l'époque) pour gagner confort et temps libre et quand ils étaient persuadés que l'avenir de leurs enfants serait meilleur. Reste que les inégalités ne se resserrent pas, comme elles le faisaient dans notre pays à l'époque sous l'effet des luttes sociales, mais s'aggravent. Pourquoi sont-elles encore supportées par la population sans trop de remous ? Je dirais que la Chine est dans une "situation à la Rawls" : les écarts se creusent, mais le sort des plus défavorisés tend, d'une manière générale, à s'améliorer. Dans le fin fond du Yunnan (province méridionale de la Chine, d'où viennent les fameux thés) j'ai vu des paysans très pauvres, mais pas loqueteux. Dans les montagnes qui enserrant les Trois Gorges, lors d'une excursion en minibus pour rejoindre une rivière sublime, j'ai vu des paysans travailler des champs minuscules (parfois quelques mètres carrés) un pied plus haut que l'autre (sur une pente qui devait avoisiner les 30%). Mais ces escarpements étaient piquetés de petites maisons cubiques (fort laides au demeurant) toutes neuves, possédant chacune leur antenne, voire leur parabole. Je n'ai jamais vu en Chine de mendiants (sauf une fois à Shanghai).

Les critiques s'élèvent pourtant de plus en plus contre les fossés qui s'agrandissent. "Si Marx pouvait voir la province de Canton, il en mourrait de colère", s'exclame tel chercheur de l'Académie des Sciences Sociales. Une nouvelle vague de critiques marxistes, qui s'intitulent eux-mêmes la nouvelle gauche, publie des articles et des ouvrages qui dénoncent, parfois violemment, cet état de choses. Ils semblent avoir été entendus par la nouvelle direction chinoise, puisque le premier ministre vient d'annoncer (le 5 Mars 2004) une réorientation de la croissance, quitte à la ralentir, en direction du "progrès social", grâce à d'importants financements à destination des campagnes, à la création de 9 millions d'emplois nouveaux, à l'augmentation des prestations publiques.

Patrimoine

Les amoureux de la Chine ancienne se désolent de la destruction de vestiges historiques. On ne doit pourtant pas, à mon avis, en conclure que la Chine brade son passé, répétant pour d'autres raisons (la modernisation, les affaires) les bris (d'ailleurs limités) de la révolution culturelle. J'ai vu à Pékin un quartier de "hutongs" (petites demeures traditionnelles) fort bien conservé, et je ne suis pas sûr qu'il fallait en sauver des dizaines, souvent très dégradés. J'ai vu à Shanghai, dans le centre ville, un quartier traditionnel magnifiquement restauré. J'ai vu des villes anciennes intactes, la ville nouvelle poussant à côté (Lijiang, Dali). J'ai vu partout des temples ripolinés de neuf, et même, après plusieurs kilomètres de piste en pleine cambrousse, une merveille architecturale remise à neuf, dont nous étions les seuls visiteurs. Plus : j'ai cru constater un véritable engouement pour le passé, car - fait nouveau - on voit affluer dans tous les sites historiques chinois des groupes compacts de touristes chinois avides de les connaître...et faisant marcher le commerce local.

Peine de mort

La Chine est le pays où la peine de mort est le plus pratiquée dans le monde (plus qu'aux Etats-Unis). Je n'ai pas mâché mes mots sur le sujet, mais je n'ai pas du tout été compris. Pour les étudiants que j'ai interviewés, la peine de mort est une sanction normale pour les criminels. Cet étrange consensus (il y a pourtant quelques militants abolitionnistes en Chine) s'explique, à mon avis, par la permanence d'une tradition (alors que Mao était hostile à la peine de mort) : dans la Chine ancienne les criminels étaient déjà, un peu comme sous notre Ancien Régime, promenés dans les villes avec des pancartes et autres signes d'infamie, et exécutés sur la place publique. Seules aujourd'hui tendent à disparaître les marques d'indignité.

Sur ce sujet il faut quand même noter que les peines de mort pour comportement asocial (qui englobent ce qui serait pour nous des délits : vols d'essence, escroquerie à l'assurance !) sont assez souvent commuées (si l'on en croit les rapports d'Amnesty international) et que la peine de mort pour déviationnisme ou dissidence politique n'existe pas. C'est, je pense, un legs du maoïsme (qui, décidément, n'avait rien à voir avec la terreur stalinienne).

Police et sécurité

On éprouve un agréable sentiment de sécurité dans les villes et les campagnes chinoises. Et pourtant la police n'est guère visible, bien moins en tous cas que dans notre pays. Cette impression est fondée s'il est vrai que la Chine a l'un des plus bas taux de criminalité dans le monde et le plus faible taux de policiers par habitant. Ceci dit, le contrôle social s'étant desserré, la délinquance a dû augmenter. J'ai observé que nombreux étaient les immeubles à Wuhan où toutes les fenêtres étaient munies de grilles, du moins aux étages inférieurs. Pourquoi ? "Les vols", m'a-t-on dit. A Pékin des résidences ont un solide gardiennage. Il y a aussi des bandes organisées, surtout dans les provinces du Sud, pratiquant en particulier le vol et le trafic d'enfants (petits garçons, qu'elles vendent à des paysans sans descendance). Le tissu social reste dangereusement poreux.

Politique, planification

Sur ce sujet qui me tenait particulièrement à cœur, j'ai eu des conversations fort instructives. On pourrait dire, pour faire court, que, malgré l'essor impétueux d'une économie de marché, la politique "reste au poste de commandement". Qu'est ce à dire ? D'abord que le discours politique a une très forte charpente théorique. Dans les démocraties occidentales (ou du moins dans ce qu'elles sont devenues) la pensée politique a disparu au profit d'une part d'une phraséologie volontairement confuse et équivoque (c'est ce que nos concitoyens entendent pendant les campagnes électorales, et il n'est pas étonnant qu'ils ne la prennent pas très au sérieux), d'autre part de justificatifs pseudo-économiques ("l'impasse du système de retraite", le "trou de la Sécurité", les "exigences de la compétitivité", j'en passe et des meilleures), alors qu'en Chine les éléments doctrinaux (bons ou mauvais, c'est une autre affaire) sont omni-présents. En second lieu le discours politique chinois a valeur effective de programme et d'engagement : les Résolutions du Comité central, les textes de Congrès du Parti, les discours des hauts responsables gouvernementaux sont millimétrés, rédigés à la virgule près. C'est parce qu'ils sont d'abord le résultat d'innombrables discussions et séances de travail et de compromis entre les différents courants (d'où l'utilité et la difficulté d'une exégèse). C'est ensuite parce que ils dessinent des lignes d'action pour les immenses appareils du Parti ou de l'Etat : d'où leur style très performatif, très concret, et assez souvent chiffré. Et ceci est très important, parce

que l'on peut juger, d'une année sur l'autre, ce qui a été réalisé ou ne l'a pas été, chercher les raisons des échecs (les textes commencent, dans un style emphatique, par les réussites, puis soulignent tous les insuccès), rectifier le tir, et, à intervalles plus longs, réviser la doctrine. Ces mesures politiques désorientent l'observateur occidental (ce fut mon cas), qui n'y verra volontiers que langue de bois, dogmatique, et simples effets d'annonce. Il y a sans doute un peu de cela, mais aussi un poids et une force de la parole politique dont nous avons perdu le sens en Occident.

C'est d'autant plus frappant que la Chine a abandonné l'économie administrée et que la planification passe le plus souvent par des biais indirects (subventions, fiscalité, taux d'intérêt, politique économique en général). Non, ce ne sont pas ici les marchés qui (avec la complicité des Etats) font la loi. Du moins, pas encore.

Publicité

Comme la publicité est pour moi un des visages les plus insupportables du capitalisme (une véritable religion de la marchandise et un opium du peuple), je n'ai pas manqué d'interpeller mes interlocuteurs sur sa présence de plus en plus envahissante dans les rues, à la télévision, dans les journaux, bien que nous soyons encore loin de la pollution de l'espace public, de la domination sur les médias et de la traque du consommateur que nous connaissons ici. Mon questionnement a laissé froids les étudiants : ils n'y voient ni mal ni malice. Et je ne peux m'empêcher de penser que c'est un signe, parmi d'autres, de dépolitisation. Les responsables ont été plus sensibles à mes griefs, et m'ont répondu que l'° c'était, hélas, un moyen de financement des médias (tous publics), l'Etat se trouvant, en ce domaine comme dans les autres, fort dépourvu de ressources, et que 2° un contrôle était exercé sur la quantité des messages, notamment à la télévision, et sur leur contenu (ils ne doivent pas porter atteinte à certaines valeurs morales, et notamment à l'image de la femme).

Révolution culturelle

Elle s'estompe dans la mémoire collective. Sombre période ? J'ai recueilli le témoignage de deux amis chinois qui l'ont vécue. Pour le premier ce fut un grand gâchis (de fait le pays fut terriblement secoué et finalement paralysé pendant près de 10 ans). Pour le second ce ne fut pas une expérience si négative : il m'a dit avoir découvert une Chine paysanne et ouvrière qu'il n'aurait jamais connue autrement (en même temps que l'échec du socialisme administré).

Technologie

On parle beaucoup du boom technologique chinois, de centres de recherche délocalisés en Chine par les multinationales occidentales du fait de la qualité et du bon marché des chercheurs chinois, du retour des post-doctorants chinois partis achever leurs études à l'étranger vers leur pays. J'ai deux images en tête. Tout au long d'une route qui s'étend sur 80 Km à l'Ouest de Shanghai, ce ne sont que bâtiments industriels ultra-modernes, dont on devine qu'ils sont dédiés aux technologies de pointe, et, sur la même longueur, deux plate-bandes de fleurs viennent égayer la chaussée. Dans les deux Académies de sciences sociales où j'ai été accueilli, le luxe des bâtiments et des salles de conférence m'a sidéré. Nos chercheurs en pâleraient d'envie.

Au reste la Chine se situe aujourd'hui au 3° rang mondial (derrière les Etats-Unis et le Japon) pour les dépenses en recherche et développement, financées essentiellement sur fonds publics.

Télévision

Elle est partout, et il y a des centaines de chaînes, toutes publiques, en Chine. Je ne peux pas en dire grand chose, ne comprenant pas le chinois. Il y a beaucoup de films historiques, de téléfilms, et pas (apparemment) d'émissions de télé-réalité. Un point cependant : le journal télévisé est abondant, il dure une demi-heure, mais est suivi par un programme d'un quart d'heure qui porte sur des problèmes sociaux, tels que la corruption, les accidents dans les entreprises etc. On voit de nombreux et longs reportages sur les grands travaux, sur telle culture dans un village, sur telle entreprise etc., ce qui dénote une volonté d'information détaillée qui est moribonde chez nous. J'ai eu le sentiment d'une certaine objectivité, même si l'aspect propagandiste n'est pas exclu.

J'ai surtout regardé la chaîne en langue anglaise, et j'ai été frappé par sa qualité. Je me souviens par exemple du long interview d'un dirigeant ghanéen par un journaliste, toujours très courtois (comme d'habitude en Chine), qui posait exactement les mêmes questions que le meilleur de nos altermondialistes aurait posées...au grand dam de ce dirigeant qui était manifestement un libéral. Chaque soir la même chaîne propose un programme artistique de très bon niveau : des spectacles extraordinairement kitch (à notre goût, mais très prisés par le public), où l'on chante les merveilles de la nature (dans des paroles qui ressemblent à des dépliants touristiques) au milieu de centaines de figurants évoluant en farandole (version chinoise d'un art du music hall qui disparaît chez nous), mais aussi des ballets ultra-modernes d'une rare beauté. Non, la télé chinoise ne semble pas encore tombée sous la dictature de l'audimat, de l'exhibitionnisme et du show biz.

Tian An Men

Le massacre de la place Tian An Men demeure un sujet extrêmement sensible, d'autant plus que les pays occidentaux l'ont exploité pour une mise en quarantaine politique (c'est l'époque - 1989 - où l'anticommunisme se déchaîne), et que cela a heurté l'orgueil national. Le temps n'est pas encore venu pour la critique et l'auto-critique (j'ai senti bien des crispations sur le sujet). Je voudrais quand même me risquer à une interprétation de ce qui fut une tâche de sang dans une longue période de paix civile. Après avoir vu un excellent dossier-reportage sur l'une de nos chaînes, j'ai été extraordinairement frappé par la ressemblance avec le Mai 68 français. Souvenons nous aussi que, à l'époque, De Gaulle, craignant un renversement du pouvoir, avait massé des troupes et des blindés autour de Paris, et qu'il a fallu la sagacité de Pompidou et l'intelligence d'un Préfet de police, tenant bien en main les CRS, pour que cette révolution se solde par un mort (peut-être quelques autres, mais ce n'est pas prouvé). Or les dirigeants chinois n'ont rien compris à un mouvement spontané comme ils n'en avaient jamais connu. Ont-ils pensé que le socialisme était réellement menacé et que le parti communiste allait connaître le sort du gorbatchévisme ? J'en doute, car les étudiants demandaient certes plus de démocratie (et surtout moins de corruption), mais n'attaquaient pas le système lui-même. Ont-ils craint que les ouvriers mécontents ne rejoignent le mouvement ? Peut-être. Mais je crois surtout que beaucoup étaient épouvantés par le risque d'anarchie (des "archives" récemment publiées en Occident montreraient d'ailleurs qu'ils étaient fort divisés) - un risque récurrent dans toute l'histoire chinoise, et que, ne disposant pas par ailleurs de forces policières anti-émeutes habituées aux manifestations, ils ont choisi d'y mettre un terme. Ce fut cependant sans doute une grave erreur politique, car ils ont, à mon sens, cassé tout ce qu'il pouvait y avoir de généreux et d'idéaliste dans ce mouvement, où les fauteurs de trouble et les voleurs devaient être en petit nombre.

Travail et emploi

On travaille beaucoup en Chine, y compris les cadres et les "bureaucrates". Au-delà des nécessités liées à l'amélioration des revenus, il s'agit d'un véritable ethos collectif. Tel haut fonctionnaire retourne tous les jours au bureau après le dîner (qui dure une petite heure, vers 17h30-18h30) pour deux heures de travail supplémentaire. Malgré cela l'ambiance générale est assez détendue, sinon dans le travail (très soutenu dans les ateliers), du moins dans les pauses. C'est ici que l'art de vivre chinois contraste avec le climat de stress qui caractérise l'Occident. Rien de plus animé, de plus bruyant qu'un petit restaurant chinois (très bon marché), à moins que l'on ne mange dans la rue, où d'innombrables vendeurs vous proposent des plats bien plus alléchants, et finalement plus sains, que nos sandwicheries, sans parler des MacDo.

Le taux de chômage en Chine serait officiellement de l'ordre de 5%, et en réalité beaucoup plus élevé. Cela n'a rien d'étonnant étant donné les licenciements massifs dans les entreprises d'Etat et les exodes paysans dans des campagnes où les rendements se sont améliorés. Je trouve que, malgré tout, la Chine, où l'on reconnaît la gravité du problème, ne s'en sort pas trop mal...au prix sans doute d'un certain suremploi. Dans un grand magasin de Pékin (privé) j'ai vu plus de vendeuses et de vendeurs que de clients dans la plupart des rayons. Dans un immeuble (plutôt crasseux) réservé à des professeurs d'une grande institution, une liftière (charmante) faisait fonctionner l'ascenseur. On dirait que, un peu partout, on préfère encore occuper les gens à des tâches relativement superflues que de les laisser croupir avec de faibles allocations. Je ne saurais désapprouver...

Paris, Aout 2004

